

# PLAN D'ACTION SPÉCIFIQUE POUR PRÉVENIR LES SITUATIONS DE VIOLENCE CONJUGALE À HAUT RISQUE DE DANGÉROSITÉ ET ACCROÎTRE LA SÉCURITÉ DES VICTIMES 2020-2025

La violence conjugale fait un nombre inacceptable de victimes chaque année au Québec. Les femmes sont les principales victimes d'infractions commises en contexte conjugal. Année après année, elles représentent la très forte majorité des victimes d'homicides, de séquestrations, d'enlèvements, d'agressions sexuelles et de voies de fait graves commis en contexte conjugal.

## LA VIOLENCE CONJUGALE, EN BREF

- Elle se caractérise par des épisodes de violence répétés durant lesquels l'un des partenaires prend le contrôle de l'autre et adopte des comportements nuisibles envers cette personne.
- Elle se différencie des « chicanes de couple » par le déséquilibre dans la répartition du pouvoir entre les partenaires.
- La violence conjugale comprend les agressions psychologiques, verbales, physiques et sexuelles ainsi que les actes de domination sur le plan économique.
- Les personnes de 18 à 29 ans prédominent parmi les victimes et les agresseurs.

## LE GOUVERNEMENT INVESTIRA PLUS DE **180 M\$ SUR 5 ANS.**

LE PLAN D'ACTION SPÉCIFIQUE VISE LA PRÉVENTION DES SITUATIONS À HAUT RISQUE DE DANGÉROSITÉ, DONT LES HOMICIDES CONJUGAUX.

CE SONT 8 MINISTÈRES ET ORGANISMES QUI PARTICIPENT À METTRE EN ŒUVRE LES 14 NOUVELLES MESURES. ELLES VISENT NOTAMMENT :

- **la bonification du financement** des maisons qui hébergent et viennent en aide aux femmes victimes de violence conjugale et à leurs enfants;
- **la mobilisation de divers milieux** susceptibles de dépister la violence conjugale et de participer à la prévention de ses manifestations les plus graves;
- **la prise en charge des conjoints et des ex-conjoints** ayant des comportements violents, entre autres grâce à une évaluation juste des risques qu'ils représentent au stade de la remise en liberté provisoire;
- **le soutien aux victimes** pour sortir du cycle de la violence, notamment celles qui ont des enfants et qui n'ont pas accès à des services juridiques et celles qui n'ont pas les moyens financiers de quitter rapidement un environnement violent.